

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 30/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Scierie de Saint-Yaguen (ex MIREMONT)

115 route de la scierie
40400 Saint-Yaguen

Références : -
Code AIOT : 0005201919

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2026 dans l'établissement Scierie de Saint-Yaguen (ex MIREMONT) implanté 115 route de la scierie 40400 Saint-Yaguen. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Scierie de Saint-Yaguen (ex MIREMONT)
- 115 route de la scierie 40400 Saint-Yaguen
- Code AIOT : 0005201919
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Scierie Saint-Yaguen (ex MIREMONT), située sur le territoire de la commune de SAINT-YAGUEN, existe depuis 1945 et s'est constituée en SARL en 1976. Sa principale activité est le sciage (scie à ruban, déligneuse, tronçonneuse...) de pin des Landes pour charpentes et bois de menuiserie. L'approvisionnement est assuré par l'achat de grumes. Elle pratique également le traitement de bois.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 06/12/2024, article 1	Astreinte	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stockages de bois	AP de Mise en Demeure du 06/12/2024, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en demeure du 6 décembre 2024 n'a pas été respectée. L'exploitant ne dispose toujours pas de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockages de bois

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/12/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Zone de stockage
Prescription contrôlée : La société Scierie de Saint Yaguen, exploitant une scierie avec traitement de bois implantée 115 route de la scierie 40 400 Saint-Yaguen est mise en demeure de se conformer aux dispositions : - de l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 1992 dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
Constats : Le jour de la visite d'inspection, aucun stockage de bois n'était situé en limite de propriété (à moins de 5 mètres) ni à proximité des habitations (à moins de 20 mètres).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/12/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Scierie de Saint Yaguen, exploitant une scierie avec traitement de bois implantée 115 route de la scierie 40 400 Saint-Yaguen est mise en demeure de se conformer aux dispositions : - des articles 6.2 et 6.3 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 1992 dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite d'inspection du 17 mars 2026, il avait été demandé à l'exploitant d'obtenir un avis technique du SDIS relatif aux moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques du site. Le SDIS a transmis, le 3 avril 2017, un avis technique constatant la non-conformité des moyens de lutte contre l'incendie du site. La DREAL a relancé l'exploitant sur les suites données à cet avis par courriel du 21 novembre 2017. Lors de la visite d'inspection du 20 septembre 2023, il avait été demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs des contrôles périodiques réalisés sur les moyens de lutte contre l'incendie du site (hors extincteurs). Ces justificatifs n'avaient pas été transmis. Lors de la visite d'inspection du 23 juillet 2024, l'exploitant a été mis en demeure de justifier des moyens de lutte contre l'incendie disponibles sur le site.</p> <p>Le jour de la visite d'inspection du 24 avril 2026, l'établissement n'était toujours pas doté de moyens de lutte contre l'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • appropriés aux risques encourus sur le site ; • implantés à moins de 100 mètres des zones identifiées à risque d'incendie ; • en bon état de marche et vérifiés périodiquement
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La mise en demeure du 06 décembre 2024 n'est pas respectée. Un projet d'arrêté préfectoral rendant l'exploitant redevable d'une astreinte administrative suspensive est annexée au présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 15 jours